

Procédure de traitement des demandes de raccordement des installations de stockage au réseau public de transport d'électricité dans les zones à gabarit

Date de la contribution : 07/01/2026

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle il n'est pas souhaitable qu'un nombre restreint d'acteurs puisse réserver l'ensemble de la capacité disponible dans les zones à gabarit ?

Non

Commentaire :

Il apparaît dans la situation donnée, telle que décrite dans cette consultation, que la CRE craint que la réservation de l'ensemble de la capacité disponible dans une zone à gabarit donnée puisse poser des problèmes en termes de faisabilité technique et financière, surtout si ces réservations réalisées par un nombre trop limité d'acteurs n'étaient pas toutes faites avec la robustesse et la maturité nécessaires.

Toutefois, le document de consultation ne permet pas d'apprécier plus en détail la situation globale décrite par la CRE. Ainsi, il est difficile de former un avis non seulement sur la situation décrite, mais aussi la conclusion proposée par l'analyse de la CRE selon laquelle le nombre d'acteurs pourrait poser problème. Notamment, la DTR actuelle prévoit déjà des engagements importants de la part des demandeurs de PTF, afin de justement privilégier les projets ayant la robustesse financière et administrative nécessaire pour aboutir à leur réalisation. En quoi est-ce qu'un plus grand nombre d'acteurs distincts serait-il susceptible de garantir que les projets seront menés à terme, mieux que d'autres métriques (par ex. liées plus spécifiquement à la maturité/robustesse des projets considérés) ? Est-ce que les efficacités d'échelle ne seraient pas aussi un levier potentiellement favorable à la maturité de la file d'attente (voire plus favorable que la fragmentation des acteurs) ? Ces questions ne trouvent pas de réponse évidente dans les documents de la consultation ; face à ce constat, le Club Stockage ATEE préfère ne pas donner d'évaluation définitive aux propositions consultées.

Dans tous les cas, il ne faudrait pas inscrire cette question du nombre d'acteurs, qui est un point d'attention déclenché par une situation momentanée, dans les principes permanents à respecter. En effet, si l'objectif principal reste de réaliser un système énergétique en France et en Europe qui soit fiable, abordable et décarboné, il convient d'éviter d'ajouter d'autres objectifs supplémentaires, par exemple un objectif sur le nombre d'acteurs actifs dans le milieu du stockage. Les marchés du stockage sont déjà riches en réglementations et restrictions, il convient de laisser aussi de la place pour que les dynamiques de marché puissent se déployer.

Autrement dit : En conditions normales, il n'y aurait pas de problème à ce qu'un nombre restreint d'acteurs puisse réserver l'ensemble de la capacité disponible dans une zone donnée (y compris si elle est très large).

Il faudra donc dans tous les cas que les mesures adoptées restent limitées aux zones/capacités actuellement concernées (et que la pertinence des mesures adoptées par rapport à d'autres solutions possibles soit vérifiée, comme décrit dans le paragraphe ci-dessus).

Ensuite, pour adopter des règles plus pérennes par la suite, il faudrait que cela se fasse dans le cadre d'une concertation dédiée, en associant les parties prenantes avec suffisamment de temps de réponse.

Question 2 : Êtes-vous favorable au processus envisagé par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

Le Club Stockage ATEE apprécie grandement la démarche de consultation, et remercie la CRE pour cette opportunité d'échange.

Le Club Stockage ATEE partage bien sûr l'importance de limiter autant que possible le risque de projets occupant de la place dans la file d'attente mais ne se concrétisant pas au final.

Ceci dit, comme décrit en réponse à la question 1, le Club Stockage ATEE ne peut apporter son soutien au processus envisagé, par manque de clarté sur la situation à remédier, et aussi par manque de clarté sur la pertinence et l'efficacité de la solution proposée (versus d'autres options envisageables).

De plus, le processus envisagé par la CRE semble faire évoluer rétroactivement les règles actuellement en vigueur pour les demandes de raccordement, pour lesquelles les porteurs de projets peuvent avoir réalisé un certain nombre d'actions dans leur gestion de projet, qu'il convient de préserver de changements rétroactifs afin de protéger la confiance des acteurs du marché français des flexibilités.

Un autre aspect de l'approche proposée qui serait potentiellement complexe à réaliser pour les acteurs est le choix à faire en termes d'ordre de préférence des offres déposées, car ce choix serait à croiser avec l'ordre d'arrivée ainsi que le comportement probable des autres acteurs, concurrents sur la même zone. Il serait possible que ce procédé aux variables multiples finisse par apporter plus d'incertitude que d'éléments rassurants.

Certes, le Club Stockage ATEE comprend le souhait d'adopter une solution pragmatique pour une situation exceptionnelle, avec – apparemment – une urgence qui impose une certaine rapidité dans l'intervention. Toutefois, les réserves évoquées du Club Stockage ATEE contre le processus proposé restent pourtant intactes. Il faudrait donc à minima que toute solution adoptée ainsi sous contrainte de temps pour une situation exceptionnelle reste justement limitée dans le temps et dans l'espace géographique couvert, afin qu'ensuite l'adoption de règles plus pérennes se fasse dans le cadre d'une concertation dédiée, en associant les parties prenantes avec suffisamment de temps de réponse.

Notamment, le temps de réponse de la consultation actuelle (ouverte du vendredi 12/12/2025 au mercredi 7/1/2026, c'est-à-dire moins de deux semaines de travail si l'on prend en compte les fêtes de fin d'année) n'est pas suffisant pour une telle définition consolidée de règles plus pérennes.

Question 3 : Êtes-vous favorable à ce qu'un même demandeur ne reçoive pas de PTF en premier sur plus de 20 % (arrondi à l'entier supérieur) des postes en concurrence sur l'ensemble des postes éligibles à une ORO à gabarit faisant l'objet d'une même publication par RTE ?

Défavorable

Commentaire :

Comme décrit pour les Questions 1 et 2, le Club Stockage ATEE n'est pas favorable à l'approche proposée par la CRE, qui pourrait nécessiter des re-vérifications comme décrit, et qui si toutefois elle était appliquée devrait rester strictement limitée dans le temps et dans l'espace, en réponse à une situation exceptionnelle et urgente.

Quant à l'adoption de règles plus pérennes, il faudrait qu'elle se fasse dans le cadre d'une concertation dédiée, en associant les parties prenantes avec suffisamment de temps de réponse.

En plus des points déjà mentionnés méritant d'être clarifiés, il faudrait également disposer d'éléments supplémentaires afin de pouvoir juger de la pertinence du taux de 20% : en l'état actuel, la façon dont ce chiffre a été choisi semble peu claire. Dans certains cas, cette limite de 20% pourrait être trop basse pour arriver au résultat escompté de fiabilisation de la maturité des projets, alors que dans d'autres cas, cette limite de 20% pourrait être trop haute.

Question 4 : Considérez-vous qu'il serait préférable de limiter la puissance de raccordement pour laquelle un opérateur pourrait recevoir une PTF en premier plutôt que le nombre de PTF ?

Non

Commentaire :

Comme décrit en réponse à la question 3, le Club Stockage de l'ATEE estime que les éléments ne sont pas réunis pour apporter une réponse éclairée à cette question. En plus des questions qui se posent au sujet du chiffre de 20% retenu pour la limitation des PTF, il faudrait en effet aussi disposer d'éléments supplémentaires afin de pouvoir juger de la pertinence éventuelle d'une limitation de la puissance de raccordement plutôt que du nombre de PTF.

Question 5 : Êtes-vous favorable au délai d'une demi-journée entre les envois de PTF concurrentes ?

Défavorable

Commentaire :

Le Club Stockage ATEE considère qu'une demi-journée risque d'être un délai nettement trop court, ne permettant pas de procéder à une réaction éclairée à la PTF reçue, et ne favorisant ainsi pas la robustesse et la maturité (qui sont pourtant les éléments recherchés par la consultation actuelle) des décisions de projets.

Les échanges avec RTE en GT Réglementation du Club Stockage ATEE ont permis de souligner l'importance pour RTE de ne pas trop rallonger le délai d'envoi car une attente trop longue de la réponse d'un acteur individuel rallongerait de façon disproportionnée voire exponentielle les délais de traitement globaux.

Le Club Stockage partage cet enjeu et remercie à nouveau RTE pour ces explications.

Toutefois, les membres du Club Stockage ATEE souhaitent aussi proposer un délai qui soit quand même légèrement rallongé, à titre de compromis entre ces différents enjeux : par ex. 2 ou 3 jours au lieu d'une demi-journée.

Question 6 : Avez-vous une autre proposition concernant les modalités du séquençage de l'envoi des PTF dans les zones à gabarit ?

Le Club Stockage ATEE apprécie grandement la démarche de consultation.

Toutefois, comme déjà indiqué, le temps de réponse de la consultation actuelle (ouverte du vendredi 12/12/2025 au mercredi 7/1/2026, c'est-à-dire moins de deux semaines de travail si l'on prend en compte les fêtes de fin d'année) n'est pas suffisant pour que le Club Stockage de l'ATEE aboutisse à une contre-proposition consolidée de règles plus pérennes.

Il faudrait donc que l'adoption de règles plus pérennes se fasse dans le cadre d'une concertation dédiée, en associant les parties prenantes avec suffisamment de temps de réponse.

Question 7 : Avez-vous des remarques complémentaires ?

Il conviendrait aussi, pour une consultation plus large concernant des règles plus pérennes, de se poser des questions plus générales de stratégie globale pour le processus des demandes de raccordement (par ex. : critères de maturité des projets ? Différencier entre les apports respectifs des projets pour limiter les coûts de redispatch ? Apports à d'autres objectifs stratégiques nationales énergétiques comme la décarbonation multi-sectorielle ?).